



# Procès Verbal Conseil Municipal

Séance du 23 avril 2018

**Convoqués :** CORBEL Michel – CORLAY Gérald – DEROUIN Robert – GAUVAIN Michaël – GUEGAN Yannick – ILLIEN Anne-Yvette – JEZEQUEL Fabien – KERRIEN Yvonnick – LAROSE Arnaud – LE BONHOMME Marie-Catherine – LE GARFF-TRUHAUD Francette – LE GRAND Marina – MARTIN Marie-Christine – MILON Martine – MORIN Didier – QUERRE Yann – QUINTIN Jérémie – ROPERS Isabelle – TROADEC Helen

**Absents :** TROADEC Helen (pouvoir donné à LE GARFF-TRUHAUD Francette) – LE GRAND Marina (pouvoir donné à QUERRE Yann)

**Absents non excusés :** LAROSE Arnaud

**Secrétaire :** CORBEL Michel

Le quorum atteint, le Maire ouvre la séance dont l'ordre du jour est le suivant :

1. Programme Voirie 2018
2. Passage de l'épaveuse
3. Travaux d'aménagement de la RD 9
4. Point à temps
5. Vente d'un terrain communal
6. Choix de l'emprunt bancaire pour le financement des travaux d'investissement 2018
7. Modification du tableau des effectifs
8. Règlement intérieur pour l'enregistrement des Conseils Municipaux
9. Règlement intérieur d'hygiène et de sécurité applicable aux agents
10. Contrat de territoire : validation des modifications apportées au contrat départemental de territoire 2016-2020 suite à la revoyure à mi-parcours
11. Informations diverses
  - a. Modification de l'implantation de la boîte aux lettres
  - b. Travaux de réfection du terrain de football
  - c. Assises du gaspillage alimentaire, mercredi 25 avril
  - d. Travaux de réfection du terrain de football
  - e. Organisation de la Fête du jeu

M. le Maire demande si des remarques sont à formuler concernant le Procès Verbal des Conseils du 19 mars et du 09 avril. Des modifications sont à apporter sur les derniers PV du Conseil Municipal. Concernant l'extension Kerraziou, M. CORBEL précise qu'il faut spécifier qu'il s'agit de la création de 1536 places supplémentaires. Concernant le point sur l'achat de la parcelle B872, M. Kerrien indique que la demande de rendez-vous avec les acheteurs a été formulée à sa demande et non à celle de M. Le Maire.

## **1/ Programme de voirie 2018**

M. Corlay présente au Conseil Municipal le programme voirie 2018 qui a été vu en commission voirie le vendredi 13 avril.

Les sites qui feront l'objet de travaux d'enrobé en 2018, pour la tranche fixe, sont les suivants :

- Le Convent
- Kerleau

- Le Falès
- Bois de la Roche
- Le Gueudet

2 sites ont également été définis dans le cadre de la tranche conditionnelle :

- Kerobet
- Le Guern

Par ailleurs, au lieu-dit Rumoal, des travaux d'assainissement pour les eaux pluviales seront à réaliser, avant de procéder aux travaux d'enrobé.

Le conseil municipal, à l'unanimité, valide le programme voirie de l'année 2018 et autorise le Maire à lancer un appel d'offre pour la réalisation de ce marché.

## 2/ Passage de l'épareuse

M. Corlay indique que les devis pour le passage de l'épareuse sur la commune ont été reçus en mairie. Il s'agit des devis des entreprises SARL QUERE et SARL LE FORESTIER, pour moitié des travaux chacune :

Entreprise QUERE : 5 880 € HT (identique à la proposition reçue en 2017)

Entreprise Le FORESTIER : 5950.50 € HT (proposition en 2017 : 5903,50 € HT)

M. GUEGAN indique qu'il est difficile de comparer les deux devis, car l'une des entreprises travaille au linéaire, et l'autre travaille à l'heure.

M. LE QUERE précise qu'il est important de rappeler aux entreprises de ne pas faucher l'arrête sommitale des talus, des dégâts sont provoqués chaque année.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, retient les devis proposés par ces deux entreprises pour 2018.

## 3/ Travaux d'aménagement de la RD 9 – Kertanguy

Dans le cadre des travaux d'aménagement de la RD9 au niveau de Kertanguy, zone fortement accidentogène, une demande de devis a été formulée auprès des entreprises COLAS, EUROVIA et EIFFAGE afin d'augmenter la largeur de la chaussée. Le but des travaux, réalisés en consultation avec le Conseil Départemental des Côtes d'Armor, est d'installer une chaussée stable et de créer une structure permettant aux véhicules de manœuvrer en toute sécurité.

M. CORLAY indique que de nombreux accidents se sont déroulés sur la zone, parfois juste matériel, mais parfois des blessés et que ce sujet cela fait près de 8 ans que ce projet est évoqué, il est donc important d'agir.

M. CORLAY présente les propositions des entreprises :

| Eiffage   | Collas    | Eurovia   |
|-----------|-----------|-----------|
| 8538 € HT | 8540 € HT | 7900 € HT |

M. CORLAY indique que le devis d'Eurovia nécessite le plus d'installations, mais une partie de ces installations sera pris en charge par l'Agence Technique Départementale des Côtes d'Armor.

Ces travaux pourront également être subventionnés grâce à une dotation au titre des amendes de police.

Le conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité, retient l'offre de la société Eurovia, et autorise le Maire à lancer les travaux d'aménagement de la RD9 – Kertanguy.

M. Gauvain intervient afin de mettre en avant le travail réalisé par M. Jean-Yves Kervilly, pour le recensement des lieux dits sur la commune de Goudelin. Il propose de l'inviter lors de la prochaine séance du Conseil Municipal afin qu'il puisse présenter son travail. Le Conseil Municipal prend note de cette information.

## 4/ Point à Temps : Devis de la direction des Infrastructures du Conseil Départemental

M. Corlay présente le dossier relatif au point à temps automatique, technique qui a pour objet la réparation des couches de roulement des chaussées en des points où celles-ci ont subi des dégradations de surface. Dans le cadre des travaux de Point à Temps Automatiques (PATA) sur la commune de Goudelin, la Direction des Infrastructures du Conseil Département des Côtes d'Armor a transmis à la commune un devis d'un montant de 9 166.70 € HT.

Un seul devis a été réceptionné. M. Corlay indique que les années précédentes, des entreprises privées avaient été sollicitées pour ces travaux, mais qu'il y a eu de nombreux problèmes sur le travail effectué. Il indique que les élus souhaiteraient continuer à travailler avec le Conseil Départemental sur ce point.

Le Conseil Municipal, à une abstention et 17 pour, retient le devis du Conseil Départemental des Côtes d'Armor et autorise le Maire à lancer les travaux de point à temps sur la commune.

## 5/ Vente d'un terrain communal

M. le Maire rappelle que lors du Conseil Municipal du 13 mars 2018, une demande conjointe de M. et Mme HERVÉ, domiciliés au 5 rue de Montjoie, et Mme THAURONT et M SALIS, domiciliés au 8 rue de Kerallec, avait été présentée au Conseil. Cette demande porte sur l'acquisition d'un terrain constructible communal, en arrière de leurs propriétés respectives, situé actuellement sur la parcelle B872. Monsieur le Maire expliquait qu'une demande avait déjà été formulée par les personnes pré-citées, et qu'elle avait fait l'objet d'une délibération lors du Conseil Municipal du lundi 3 juillet 2017. Une visite sur site qui s'est déroulée le 7 avril à 11h, en présence des demandeurs ainsi que de plusieurs élus de la commune, a permis de comprendre les besoins des demandeurs, qui souhaitent acquérir le terrain afin d'effectuer des manœuvres sécurisées pour leurs véhicules.

M. KERRIEN indique que les acheteurs, qui avaient fait une première proposition à 30 € le m2, ont fait une nouvelle proposition à 25 € le m2.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité, accepte de vendre, au prix de 30 € le m2, la partie du terrain de référence cadastrale B872, et autorise M. le Maire à effectuer les démarches nécessaires pour la vente de ce terrain. La mairie devra demander des devis à deux géomètres différents. Les acheteurs choisiront le géomètre retenu. La prestation du géomètre sera à inclure dans le prix de vente du terrain et sera à la charge des demandeurs.

## 6/ Choix de l'emprunt bancaire pour le financement des travaux d'investissement 2018

M. Le Maire indique que la Commune de Goudelin a organisé une consultation auprès des organismes bancaires pour le financement de son programme d'investissement de l'année 2018, du budget principal d'un montant de 500 000 euros. La durée d'amortissement de l'emprunt demandée auprès des établissements bancaires était de 15 à 30 ans, à taux fixes classiques.

### CONSULTATION EMPRUNT D'INVESTISSEMENT : montant de 500 000 €

#### Banque Postale

| Durée    | Types d'échéances              | Taux  | frais de dossier | Total des intérêts |
|----------|--------------------------------|-------|------------------|--------------------|
| 180 mois | Amortissement capital constant | 1,39% | 750.00 €         | non connu          |
| 180 mois | échéances constantes           | 1,42% | 750.00 €         | 56 397.12 €        |
| 240 mois | Amortissement capital constant | 1,66% | 750.00 €         | non connu          |
| 240 mois | échéances constantes           | 1,69% | 750.00 €         | 90 742.77 €        |
| 300 mois | Amortissement capital constant | 1,85% | 750.00 €         | non connu          |
| 300 mois | échéances constantes           | 1,88% | 750.00 €         | 128 319.11 €       |

#### Crédit Agricole

| Durée    | Types d'échéances              | Taux  | frais de dossier | total des intérêts |
|----------|--------------------------------|-------|------------------|--------------------|
| 180 mois | Amortissement capital constant | 1,48% | 750.00 €         | 56 425.00 €        |
| 240 mois | Amortissement capital constant | 1,75% | 750.00 €         | 88 593.80 €        |
| 300 mois | Amortissement capital constant | 1,99% | 750.00 €         | 125 619.00 €       |

Frais de dossiers  
remboursés lors de la première échéance

#### Credit Mutuel de Bretagne

| Durée    | Types d'échéances              | Taux  | frais de dossier | total des intérêts |
|----------|--------------------------------|-------|------------------|--------------------|
| 180 mois | Amortissement capital constant | 1,38% | 500.00 €         | 52 612.30 €        |
| 240 mois | Amortissement capital constant | 1,63% | 500.00 €         | 82 518.72 €        |
| 300 mois | Amortissement capital constant | 1,79% | 500.00 €         | 112 994.00 €       |

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de retenir l'offre du Crédit Mutuel de Bretagne sur un crédit d'une durée de 180 mois, à amortissement de capital constant, au taux de 1.38 % (échéances trimestrielles) et autorise le Maire à contracter l'emprunt de 500 000 € auprès de cet organisme bancaire.

Monsieur KERRIEN demande le montant annuel de l'échéance bancaire. M. Le Maire indique que cela correspond pour la première année à 40060,82 €.

## 7/ Modification du tableau des effectifs

M. Le Maire propose de procéder à la modification du tableau des effectifs de la commune, pour permettre le recrutement d'une personne au service technique à compter du 1<sup>er</sup> juin 2018.

| Filière        | Grade  | DHS   | Action                            |
|----------------|--|-------|-----------------------------------|
| Administrative | Rédacteur principal de 1 <sup>ère</sup> classe           | 35    |                                   |
|                | Rédacteur principal de 2 <sup>ème</sup> classe           | 35    |                                   |
|                | Adjoint administratif principal 1 <sup>ère</sup> classe  | 35    |                                   |
|                | Adjoint administratif principal 1 <sup>ère</sup> classe  | 35    |                                   |
|                | Adjoint administratif                                    | 17.50 |                                   |
| Technique      | Agent de maîtrise principal                              | 35    |                                   |
|                | Adjoint technique  | 35    |                                   |
|                | Adjoint technique principal 2 <sup>ème</sup> classe      | 35    |                                   |
|                | Adjoint technique principal 2 <sup>ème</sup> classe      | 24    |                                   |
|                | Adjoint technique  | 26    |                                   |
|                | Adjoint technique principal 2 <sup>ème</sup> classe      | 28    |                                   |
|                | Adjoint technique  | 35    | Création (recrutement statutaire) |
| Animation      | Adjoint d'animation principal de 2 <sup>ème</sup> classe | 35    |                                   |
|                | Adjoint d'animation                                      | 23,00 |                                   |
|                | Adjoint d'animation                                      | 16,50 |                                   |
|                | Adjoint d'animation                                      | 10    |                                   |
| Sociale        | Agent spécialisé principal 1 <sup>ère</sup> classe       | 28    |                                   |

M. le Maire indique que cette création de poste concerne le recrutement d'un agent des services techniques, jusqu'ici embauché sous contrat aidé (CUI). Le poste étant ouvert au 1<sup>er</sup> juin, l'agent sera d'abord recruté sur un CDD sur la période allant du 9 mai au 31 mai 2018. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de modifier le tableau des effectifs comme indiqué ci-dessus.

## 8/ Règlement intérieur pour l'enregistrement des Conseils Municipaux

M. Le Maire indique qu'il est proposé au Conseil Municipal le règlement intérieur suivant pour l'utilisation des enregistrements du Conseil Municipal :

- Chaque Conseil Municipal fera l'objet d'un enregistrement audio sous format numérique, mis en place par le secrétariat général
- les enregistrements des Conseils Municipaux seront archivés sur support numérique pour une durée de 3 mois. Passé ce délai, ils seront détruits (sauf si le compte rendu du conseil municipal fait l'objet d'une contestation en cours).
- Le maire, ou son remplaçant, le secrétariat général ainsi que le secrétaire de séance sont les seules personnes habilitées à accéder à l'enregistrement.
- En cas de contestation, le contestataire impliqué dans les échanges pourra faire une demande auprès du Maire pour être habilité à écouter le passage faisant l'objet de la contestation.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à 5 abstentions et 13 pour, valide la proposition de règlement intérieur pour l'utilisation des enregistrements des Conseils Municipaux

## 9/ Règlement intérieur d'hygiène et de sécurité applicable aux agents

M. Le Maire rappelle que le Règlement intérieur d'hygiène et de sécurité est un document qui est à diffuser à l'ensemble du personnel de la collectivité afin qu'il connaisse ses droits et obligations en matière de santé et de sécurité au travail.

Les informations générales et permanentes peuvent être inscrites, ainsi on peut y mettre :

- des dispositions générales : horaires, accès, usage des locaux, procédure en cas de danger grave et imminent...
- des dispositions particulières : port de vêtements haute visibilité pour certains agents...
- des dispositions en matière d'hygiène et de santé : hygiène des locaux, consommation d'alcool...

Toutes ces informations ont pour objet de permettre aux agents de prendre soin, en fonction de leur formation et selon leurs possibilités, de leur sécurité et de leur santé, ainsi que de celle des autres personnes du fait de leurs actes ou de leurs omissions au travail.

Une discussion entre les membres du Conseil Municipal se tient sur l'éventualité de prêt de matériel communal aux agents. M. le Maire indique que le responsable des services techniques n'a jamais été sollicité par les agents en ce sens. Il rajoute que si une demande en ce sens venait à être formulée par les agents, elle serait ainsi traitée au cas par cas.

M. Le Maire indique également que le règlement sera affiché au secrétariat de la Mairie, au local technique, à la cuisine, ainsi qu'au service enfance. Le responsable de chacun de ces services devra lire le règlement aux agents, afin qu'ils puissent faire remonter leurs remarques éventuelles.

M. JEZEQUEL souhaite savoir si le fait d'avoir un nouveau règlement intérieur implique la signature des agents à celui-ci. M. Le Maire indique qu'il faudra vérifier auprès du Centre de Gestion et du CHSCT si le règlement est effectivement à signer par les agents.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, valide le règlement intérieur d'hygiène et de sécurité tel que présenté sous réserve de la validation par le CHSCT.

## **10/ Contrat de territoire : validation des modifications apportées au contrat départemental de territoire 2016-2020 suite à la revoyure à mi-parcours**

M. le Maire rappelle que le contrat départemental de Territoire 2016-2020, mis en œuvre par le Conseil départemental des Côtes d'Armor, constitue désormais l'outil principal de collaboration entre le Département, les EPCI et les communes pour favoriser le développement et l'aménagement des territoires.

Dans le cadre du contrat départemental de territoire 2016-2020 passé entre le Département des Côtes d'Armor et les territoires aujourd'hui fusionnés de la Communauté de Communes de Lanvollon-Plouha et de Leff Armor Communauté, une enveloppe financière globale d'un montant de 3.217.681 € a été attribuée, dont une partie est déjà consommée, pour réaliser des opérations d'investissement.

Conformément à l'article 5 du contrat départemental de territoire 2016-2020, une possibilité de revoyure de son contenu est prévue à mi-parcours afin de prendre en compte des évolutions territoriales et des modifications/annulations/substitutions d'opérations inscrites au contrat.

Suite aux travaux du comité de pilotage dédié à la revoyure, et après concertation avec le Conseil départemental, les modifications définitives apportées au contrat départemental de territoire 2016-2020, dont la synthèse est jointe, ont été approuvées mutuellement.

Le document de synthèse présente :

- les éléments de cadrage (territoire, enveloppe, priorités) ;
- le tableau phasé et chiffré de l'ensemble des opérations inscrites au contrat révisé ;
- la présentation des contributions devant être mise en œuvre par le territoire pour accompagner certaines priorités départementales.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité approuve suite à la revoyure, les opérations communales inscrites au contrat départemental de territoire 2016-2020, valide, l'ensemble du projet de contrat départemental de territoire révisé de Leff Armor Communauté, présenté par M. le Maire, autorise, sur ces bases, M. le Maire à signer avec le Conseil départemental, l'avenant au contrat départemental de territoire 2016-2020.

## **INFORMATIONS DIVERSES :**

### **a/ Assises du gaspillage alimentaire, mercredi 25 avril**

Madame LE GARFF-TRUHAUD précise que la commune de Goudelin est exemplaire dans le traitement des déchets de sa cantine scolaire. Un premier bilan l'avait déjà fait apparaître en 2015. Le nouveau bilan, élaboré en 2018, fait à nouveau

apparaître cette bonne gestion des déchets de préparation des repas. Mme LE GARFF-TRUHAUD indique que du fait de cette bonne gestion des déchets à la cantine scolaire, la commune de Goudelin est invitée aux assises territoriales de lutte contre le gaspillage alimentaire qui se tiendront le mercredi 25 avril à Châtelaudren. La commune y est invitée en tant que témoin. Mme Le GARFF-TRUHAUD ainsi que M. Chrystophe MORICE, responsable de la cantine, interviendront lors de cette journée.

Le Conseil Municipal prend note de cette information.

## **b/ Demande d'achat d'un terrain communal**

M. Le Maire présente une demande, arrivée en mairie en date du 17 avril, de M. LE PERSON concernant l'acquisition d'une partie de la parcelle communale n°118 section ZE située dans la zone artisanale de Kéribot de Goudelin.

M. KERRIEN indique que le terrain est une terre agricole et souhaite savoir quel est son classement au niveau du PLU. M. CORBEL indique qu'il faut également connaître le statut de l'exploitant. Il indique que c'est M. Jacques Le Bars qui doit être exploitant du site et de quel type de bail il dispose pour l'exploitation de la parcelle. M. Corbel précise également qu'en début ou en fin de bail, les indemnités d'éviction à verser à l'exploitant peuvent être très différentes en cas de vente à un tiers.

La question se pose également de savoir si ce terrain appartient à la commune de Goudelin ou au CCAS.

Afin d'en délibérer, le Conseil Municipal demande à ce qu'un point soit inscrit à l'ordre du jour du prochain conseil municipal, et regroupant l'ensemble des éléments nécessaires à la prise de décision.

## **c/ Modification de l'implantation de la boîte aux lettres**

M. le Maire rappelle que lors du Conseil du 19 mars 2018, la commune avait demandé l'installation d'une nouvelle boîte aux lettres, à hauteur de la place de l'Eglise. Cette demande avait fait l'objet d'une réponse de la part de l'entreprise « La Poste », qui proposait de déplacer la boîte aux lettres actuelle, située devant la Mairie, à l'angle de la rue de la Mairie et de la rue d'Armor. Lors du rendez-vous du 4 avril avec les responsables de l'entreprise, M. Le Maire a indiqué qu'il n'était pas intéressé par cette proposition, étant donné le peu de place pour l'implantation de la boîte aux lettres au carrefour de ces deux rues. L'entreprise installera donc une boîte aux lettres sur la place de l'église. L'ancienne Boîte aux lettres, située à la Mairie, sera utilisée en tant que point de relais pour la poste. Il a également été décidé que le réfectoire des anciens locaux de la Poste situés rue d'Armor et appartenant à la commune, ne sera pas utilisé par l'entreprise.

M. GUEGAN souhaite savoir si les goudelinais pourront encore en mairie pour déposer leur courrier directement. M. Le Maire lui répond que même si la boîte aux lettres n'est plus à côté de la mairie, le public pourra laisser son courrier à l'agence postale, uniquement aux horaires d'ouverture.

Le Conseil Municipal prend note de cette information.

## **d/ Travaux de réfection du terrain de football**

M. Jezequel indique que les travaux de réhabilitation du terrain de football ont débuté ce lundi 23 avril, en accord avec le président du club de Football. Un arrêté a été pris afin d'interdire l'utilisation du terrain pendant toute la durée des travaux. Le Club de Football de Goudelin peut s'entraîner et effectuer ses matchs sur le terrain mis à disposition par la ville de Plouha. L'entreprise SPARFEL a débuté les travaux par la réalisation du drainage, qui se dérouleront pendant la semaine du 23 au 27 avril. Le scalpage et le nivellement seront effectués la semaine du 30 avril au 4 mai. La semaine du 7 au 11 mai, l'entreprise n'interviendra pas, en raison des nombreux jours fériés. Le drainage de surface est programmé pour la semaine du 14 au 18 mai, et la fin des travaux est prévue pour la semaine 21 (21 au 25 mai). Un système de buts avec relevage des filets sera installé.

M. JEZEQUEL indique également que d'autres devis ont été demandés :

- un devis pour la remise en état de l'allée côté vestiaires
- un devis pour la réparation de l'abri de touche, qui avait subi des dommages lors d'une tempête cet été. Plusieurs demandes de réparation ont été adressées auprès du prestataire qui a fourni et installé les abris de touches, demandes qui sont toujours restées sans réponses à ce jour.

M. GUEGAN pense qu'il doit s'agir d'un défaut de fixation par l'entreprise qui a installé ces abris. Il indique qu'une déclaration aux assurances devrait être adressée.

Le Conseil Municipal prend note de cette information.

## **e/ Organisation de la Fête du jeu**

Mme LE GARFF-TRUHAUD présente cette nouvelle manifestation qui se déroulera le samedi 26 mai 2018 de 14h à 19h et s'adresse aux familles et aux personnes de tous âges, pour promouvoir le bien vivre ensemble, en proposant des animations gratuites et qui mettent en avant la promotion du jeu dans toute sa diversité.

2 réunions préparatoires se sont déroulées le 6 avril et le 19 avril auxquelles ont été invités les associations communales, la commission scolaire et les personnels communaux et communautaires volontaires. Deux associations extérieures, intéressées par l'événement, se sont également associées au projet, à savoir la section jeux du comité d'animation de Pleguien et la ludothèque C'hoarivari de Plouha.

Le programme de la journée sera communiqué par voie d'affiche, sur le site Internet de la commune et sera adressé aux conseillers municipaux dès qu'il sera finalisé.

Mme LE GARFF TRUHAUD indique qu'un affichage sera réalisé à partir du 7 mai. Les élus seront également destinataires d'un message sur l'organisation de cet après-midi dont les horaires sont de 14h à 19h.

M. QUERRE indique que cette manifestation a pour but de proposer un vrai moment de convivialité. Il précise que des gâteaux seront confectionnés par les participants et un concours du meilleur gâteau sera proposé.

Mme Le GARFF indique qu'il s'agit d'une fête organisée avec un coût modique. Pour la commune de Goudelin, il s'agira de mettre à disposition les locaux nécessaires, et de procéder à l'achat de maquillage.

Le Conseil Municipal prend note de cette information.

M. JEZEQUEL indique encore que les 4 buts à 7 qui vont être remplacés pourraient être vendus sur la plateforme webenchères.

Mme MARTIN rappelle que la Cérémonie du Souvenir se déroulera le dimanche 29 avril. Le rendez-vous est fixé à 10h30 à la Mairie.

M. Le Maire indique qu'il sera absent de Goudelin du 28 avril au 8 mai inclus.

M. CORBEL souhaite savoir si des informations nouvelles sont apparues dans le dossier de la Croix Rouge.

Mme LE GARFF TRUHAUD indique qu'un contact téléphonique a été pris avec la SCI Les Jardins de Kermorin.

Aucun retour écrit n'a été transmis à ce jour. Mme LE GARFF TRUHAUD précise qu'elle reprendra contact avec les vendeurs afin d'avoir une réponse de leur part.

Monsieur le Maire indique que le prochain conseil aura lieu le 28 mai prochain à 19h et clôt la séance.

Le secrétaire de séance

Michel Corbel